Florence LE CAM, Denis RUELLAN, dirs, *Changements et permanences du journalisme*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Communication et civilisation, 2014, 252 pages

Jean-François Tétu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9161>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9161

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 416-418

ISBN : 978-2-8143-0209-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean-François Tétu, « Florence LE CAM, Denis RUELLAN, dirs, *Changements et permanences du journalisme* », *Questions de communication* [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9161> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9161>

mais pas de Pierre Vianson-Ponté, de Jacques Fauvet, ou d'autres grandes signatures du *Monde* lorsqu'ils commentent, à l'occasion, leur pratique professionnelle ? Mais saluons le souci apporté à retracer, dans des encadrés tableaux et graphiques judicieux (19 en tout), les parcours de nombreux journalistes politiques.

La thèse de Nicolas Kaciak, *Les Métamorphoses des pages Politique dans la presse écrite française (1945-2000)* (thèse de doctorat en science politique, université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2005), contenait déjà l'ossature de l'ouvrage. Son regard s'est enrichi. À part les travaux de Michael Schudson ou de Jürgen Habermas, de Philip Williams, de Mark Fishman, de Gaye Tuchman et d'une toute dernière référence, la bibliographie est surtout franco-française. Cela se comprend lorsqu'il s'agit de la Quatrième République ; mais est-ce toujours le cas pour ces dernières décennies, lorsque l'on songe aux travaux conséquents des chercheurs internationaux qui, plus récemment, mettent en parallèle l'évolution du traitement de la politique dans les médias européens, nord-américains ? Mais cette remarque vaut surtout peut-être pour les travaux à venir de l'auteur.

Jadis, certains soulignaient les connivences entre milieux politiques et journalistiques. Nicolas Kaciak permet de nuancer, de documenter, les trajectoires et le vécu ou *habitus* de bien des journalistes qui couvrent la politique. Sa démarche se veut compréhensive : tenir compte aussi bien des évolutions formelles des pages « politique » que de celle des générations de rédacteurs qui couvrent la politique, notamment à travers plusieurs entretiens : le support privilégié est bien la presse écrite, mais les incidences de l'univers pluri-média et en ligne sont également prises en compte. L'auteur s'interroge sur des aspects aussi divers que la routinisation des pratiques des journalistes, la place du traitement de la politique face à d'autres domaines, les tensions inter-générationnelles des journalistes, les rapports avec l'économique et la concurrence ou encore sur la place, jadis majeure et maintenant bien réduite, accordée aux comptes rendus de la vie parlementaire. Des journalistes « politique » vivent mal la nécessaire couverture de la vie des partis à l'exclusion de facteurs qui permettraient de mieux saisir ce que signifie la politique pour les individus. Ce regard « compréhensif » remonte à la Révolution de 1789 pour aboutir au début des années 2000. La démarche est sociologique, mais empreinte des apports des historiens, des politistes et, bien sûr, des journalistes.

Pendant tant d'années, penser la couverture du politique par les journalistes s'avérait marqué par tant d'embûches. L'ouvrage s'en affranchit à bien des

égards. Il y a bien des questions dans l'air du temps qui reviennent de temps à autre : la féminisation de la profession des journalistes politiques est traitée pour aboutir au constat qu'elle est toute relative (comme celle des élues) ; on remarque surtout que la majorité des journalistes de l'audiovisuel est issue de la presse écrite. Sera-ce encore le cas d'ici 20 à 30 ans ?

Michael Palmer

CIM, université Sorbonne nouvelle-Paris 3, F-75005
michael.palmer@univ-paris3.fr

Florence Le CAM, Denis RUellan, dirs, *Changements et permanences du journalisme*.

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Communication et civilisation, 2014, 252 p.

Il est de bon ton de voir dans la montée du numérique, du web 2.0, des blogs et des médias sociaux, autant de nouveautés qui auraient radicalement changé la nature du journalisme, ses contenus comme ses routines professionnelles. Et de relever, comme autant de preuves, la supposée nouveauté du journalisme-citoyen, l'usage de photographies d'amateurs, les formes de l'infographie, et ainsi de suite. Cela fonde généralement ce qu'on ne cesse de désigner comme « crise » du journalisme (230 emplois supprimés en 2013 à Centre-France, 800 postes en cours de disparition dans la presse quotidienne régionale, où 350 emplois de journalistes ont disparu depuis deux ans sur 5 843). D'où l'idée d'un programme de recherche de longue durée, dans le cadre du Réseau d'études du journalisme (RÉS), qui a réuni pendant plusieurs années une cinquantaine de chercheurs de pays francophones (Canada, Belgique, France) et d'Amérique latine (Mexique, Brésil, Chili) qui ont confronté leurs résultats lors de deux colloques, en 2011 à Brasília, puis en 2013 à Natal (Université fédérale du Rio Grande de Norte). Publié simultanément en français et en portugais au Brésil, ce livre en est issu.

En effet, il est nécessaire d'observer ce qui change et les conditions de ces mutations, les évolutions des pratiques, des identités, et des discours. Mais il est tout autant nécessaire de mettre en évidence des permanences, des filiations, en historicisant les formes et leurs changements. Si, par exemple, on relève aujourd'hui le phénomène généralisé des reprises des informations et des images, on attribue volontiers d'abord au web ce mimétisme généralisé sans s'interroger sur le copiage et le recopiage systématique des gazettes de l'Ancien Régime d'un bout à l'autre de l'Europe, les reprises de la presse des capitales dans la presse régionale du XVIII^e siècle, pour ne rien dire de

la librairie et de ses contrefaçons que le « privilège » n'a jamais pu éliminer. Et que dire du développement des agences du ^{xix}^e siècle, fondées sur la traduction d'articles d'autres aires géographiques, de la reprise des journaux locaux et régionaux par les radios et télévisions locales, et ainsi de suite ? Mais il ne sert à rien non plus de se contenter de relever de telles similitudes ; en revanche, il importe de comprendre ces phénomènes dans leur temps et d'en éclairer les usages. Ainsi de la « crise » du journalisme, véritable antienne qui n'en finit pas d'être reprise avec les mêmes motifs depuis plus d'un siècle : la vitesse détruit la qualité, la qualité a disparu, les identités sont bouleversées. La *Revue bleue* dénonçait en 1897 les « maladies du journalisme », Alfred de Chambure (*À travers la presse*, Paris, T. Fert Albouy, 1914) regrettait la disparition des « journaux-tribune », J. Kayser dénonçait en 1955 *La mort d'une liberté* (Paris, Plon). L'important étant ici de comprendre comment les mutations du statut social des journalistes (ce fut le salariat généralisé il y a un siècle qui eût cet effet) mettent en jeu ou en débat la compétence technique et intellectuelle, la figure du professionnel libéral, bref la construction identitaire de la profession.

Il n'est évidemment pas question de nier les rapides mutations de l'activité d'information et des métiers qui l'exercent, qu'une foule d'études ont fort bien montrées, comme la prolétarianisation des journalistes en ligne (par exemple Yannick Estienne, *Le journalisme après Internet*, Paris, Éd. L'Harmattan, 2007), mais de mettre davantage en évidence des rémanences, « des permanences structurelles » disent les auteurs (p. 12), qui sont donc bien davantage que des survivances, mais des traits constitutifs de l'activité journalistique écrite, imprimée ou en ligne.

Pour ce faire, quatre thématiques structurent les contributions. La première est la « réflexivité » (pp. 19-59), tant il est vrai que « le journalisme et le premier à discuter de lui-même ». L'ouvrage s'ouvre donc sur une étude éclairante (Jean René Philibert, pp. 21-40) du journalisme nord-américain de la fin du ^{xix}^e siècle, période qui voit le journalisme d'opinion disparaître au profit du journalisme d'information, depuis ce que l'on nomme alors « *new journalism* » jusqu'à la « *yellow press* ». En effet, il est curieux de voir que, dans les années 60-70, la reprise du vocable « *new journalism* » pour désigner une forme qui met en évidence le point de vue de la source, montre à quel point son ancêtre, novateur un siècle plus tôt, était devenue l'orthodoxie. Les hommes du ^{xix}^e siècle avaient pleinement conscience des transformations de leur époque, et, tout en les discutant, souvent vivement, les légitimaient. En lisant cela, on pense à la façon dont,

en France, Émile Zola expliquait que le journalisme du temps (dont le reportage) était le meilleur moyen d'aborder la « question sociale ». Examinées sous le point de vue des termes qu'elles utilisent, les critiques américaines contribuent au processus de construction sociale « qui ne cesse de (re)définir le journalisme (p. 22). Un exemple magistral en est fourni par une longue citation d'un article d'Amaud Huntington, en 1893, dans le *Ganton's Magazine* (pp. 29-30). Les entrepreneurs des médias ont aussi un discours propre sur ces transformations, dont une autre contribution (Amaux Anciaux, pp. 41-60) livre une belle analyse : il s'agit de la justification des formes de la « convergence », dans le groupe Québecor, étudié à partir des *Rapports annuels* des années 1998 à 2009. On y voit notamment comment l'évolution économique et industrielle favorise un repositionnement du « médiatique » au profit des activités de communication et de réseaux. Cela n'est pas vu comme « un bouleversement du journalisme en soi, mais comme la réponse à des changements extérieurs » (p. 57).

Une seconde thématique est celle du « rôle » social, politique, économique, culturel, du journalisme qui a presque toujours fait l'objet de questions, de débats, de polémiques (pp. 61-109) et qui est abordé ici par trois études brésiliennes. D'abord le statut de médiateur du journaliste, examiné sous deux perspectives différentes. Le « filtre » (« *gatekeeping* ») qu'est le journalisme est-il remplacé par le *gatewatching* du webjournalisme ? La réponse des auteurs de cette étude fondée sur une observation participante de l'éditeur de la page d'accueil d'un site de journal représentatif montre plutôt le journaliste comme « catalyseur de la mobilisation du public sur Internet » (pp. 65, 77). Entre le journalisme traditionnel (*broadcast*) et le webjournalisme (*intercast*), la rupture est à chercher dans la façon dont le journaliste voit le public : « Le public interagit avec l'information en temps réel et en vient très souvent à déterminer l'orientation éditoriale » (p. 71). Une autre étude (Eugénia Mariano da Rocha Barichello, Luciana Menezes Carvalho, pp. 79-94), sur les billets publiés sur *Twitter* par le journal *Zero Hora* de Porto Alegre – qui fut un pionnier en ce domaine – montre que l'institution médiatique s'approprie les médias sociaux pour se légitimer devant le public et la société, et se rassure ainsi dans son rôle de médiation. Une dernière contribution (José Ricardo da Silva, Veruska Sayonara de Góis, pp. 95-110) porte sur les bouleversements sociologiques produits par la montée fulgurante au Brésil des journalistes devenus attachés de presse des entreprises et des organisations.

Les deux dernières sections sont consacrées à « l'énonciation » (pp. 111-173) et aux « interactions » du journaliste dans son environnement de travail (pp. 175-237). « L'énonciation » n'est peut-être pas ici le vocable le plus pertinent, et la seule contribution qui en relève exactement est celle d'Emmanuel Souchier et Adeline Wrona sur la polyphonie énonciative du journal et des lecteurs mis en scène dans *Le Parisien* (pp. 215-237). Il s'agit encore dans cette partie de comprendre si et comment les modalités du journalisme ont changé. La troisième section s'ouvre donc sur un « journal de rue » (pour traduire le « *street papers* » des premiers journaux anglais en ce domaine), *O Trecheiro*, de Sao Paulo, qui fait l'objet d'une analyse inspirée de Norman Fairclough (analyse critique du discours), c'est-à-dire tente de mettre au jour les formulations idéologiques généralement masquées ou peu visibles. Ici, le fait que ce soit le « peuple de la rue », sous titre du journal, qui parle promeut une autre façon de dépeindre la réalité de la rue, tant dans le texte du journal que dans ses illustrations.

Le journaliste contemporain n'écrit pas seulement dans le journal, mais publie des livres, et non pas comme au ^{xix}e siècle où le journaliste entrant est déjà auteur de livres, ou à la manière d'Albert Londres qui publie en recueil les reportages déjà publiés dans le journal, mais comme une autre manière d'informer : on assiste à une croissance forte du nombre de livres de journalistes (et pas seulement des romans pour le prix Interallié), dont Gilles Bastin et Roselyne Ringoot (pp. 139-155) analysent l'ampleur à partir du fichier des imprimés de la Bibliothèque nationale de France depuis 1950, et du fichier des autorités par décennie depuis 1900 (graphiques éloquentes, p. 144), où ils voient une évolution du statut auctorial des journalistes au sein même de la profession. Comme on ne peut relever ici le détail de toutes les contributions, nous devons tout de même signaler encore une forte contribution d'Amadine Degand et Benoît Grevisse (pp. 177-197), très informée, sur les sources et la fiabilité de l'information : on retrouve bien l'ancienne hiérarchie des sources (agences en tête) mais au sein d'une nouvelle pratique collective de l'information, la « virtualisation » des sources. Enfin, Olivier Trédan (pp. 199-213) montre les formes de coopération entre journalistes et professionnels du web au sein du *datajournalism* dont il fut un des premiers analystes.

L'ouvrage s'achève par une quasi-postface de Cremilda Medina (pp. 239-252) – auteure de nombreux livres sur la communication sociale, journaliste et universitaire très connue au Brésil – qui revient ici sur la pratique du reportage dans laquelle elle voit le journaliste comme un médiateur dont le rôle essentiel est de promouvoir le dialogue social.

Il s'agit donc d'un recueil fortement structuré dont l'ampleur historique et géographique permet de mieux définir les importants changements en cours et leur signification.

Jean-François Tétu

ELICO, université Lumière Lyon 2, F-69600

Jean-Francois.Tetu@univ-lyon2.fr

Denis RUELLAN, *Le journalisme défendu. Modèles de l'action syndicale*.

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Res Publica, 2014, 157 p.

Le livre de Denis Ruellan poursuit la réflexion de celui-ci sur le journalisme, notamment sur la construction collective de la profession et de son identité (*Les « pro » du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1997) avec une recherche sur un aspect méconnu de son histoire, celle des modèles de sa défense comme activité salariée depuis les années 1880. Ce livre a deux objectifs fortement liés, et inspirés de Michel Foucault (*L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, notamment pp. 53-62) : d'une part, au-delà de la diversité des projets, des organisations, des contextes qui indiquent en apparence la discontinuité du fait syndical, trouver des événements, des séries, des régularités qui permettent de découvrir des modèles, durables ou successifs ; et, d'autre part, les fonder sur des « conditions externes de possibilité », ce qui permet « d'éclairer des événements qui semblaient internes, propres au journalisme » (p. 10). Cette perspective originale permet de mettre au jour cinq modèles, qu'on peut nommer avec Michel Foucault des « régularités », qui sont à la fois des discours qui analysent la réalité sociale, des modèles syndicaux, des cadres cognitifs, que Denis Ruellan situe à partir d'événements constitutifs de ces modèles.

Ces modèles sont la « *corporation* (l'alliance des gens de métier sans distinction de condition) » (chapitre 1, pp. 19-40) ; « la *profession* (l'affirmation d'une identité spécifique de salariés du même métier) » (chapitre 2, pp. 41-65) ; « l'*union* (la coalition des forces laborieuses sans distinction de secteur ni d'emploi) » (chapitre 3, pp. 67-93) ; « la *participation* (la gestion partagée d'un espace de production par les employés et les salariés) » (chapitre 4, pp. 95-111) ; « le *paritarisme* (la coresponsabilité partielle d'enjeux sociaux et professionnels) » (chapitre 5 : pp. 113-129) (p. 11).

Ces modèles ne sont pas successifs, même s'ils apparaissent postérieurement les uns aux autres, et le livre n'est pas, à proprement parler, une histoire